



Isabelle Milbert et Yvonne Preiswerk (dir.)

Femmes, villes et environnement

Graduate Institute Publications

Quelles villes pour les femmes dans les pays du Sud au XXI^e siècle ?

Françoise Lieberherr-Gardiol

DOI : 10.4000/books.iheid.5578
Éditeur : Graduate Institute Publications
Lieu d'édition : Genève
Année d'édition : 1995
Date de mise en ligne : 5 juillet 2016
Collection : Genre et développement. Rencontres
EAN électronique : 9782940503728



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

LIEBERHERR-GARDIOL, Françoise. *Quelles villes pour les femmes dans les pays du Sud au XXI^e siècle ?*
In : *Femmes, villes et environnement* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 1995 (généré le 05 octobre 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/5578>>. ISBN : 9782940503728. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5578>.

Le texte seul est utilisable sous licence . Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

QUELLES VILLES POUR LES FEMMES DANS LES PAYS DU SUD AU XXI^e SIÈCLE ?

FRANÇOISE LIEBERHERR-GARDIOL

Un colloque sur Femmes, villes, environnement! Est-ce pour jouer un effet de mode ou s'aligner sur une idéologie du «féminement correct»? Ni l'un ni l'autre. Plutôt un engagement courageux pour un défi majeur à l'aube du XXI^e siècle. Le monde de demain sera urbain avec probablement 50% de population urbaine en l'an 2000 et trois habitants sur cinq en ville en 2025. Le monde de demain sera aussi masculin et féminin, c'est-à-dire qu'hommes et femmes s'engageront ensemble en partenaires responsables et solidaires à penser et décider comment résoudre les problèmes de leurs cités. Et le monde de demain devra être durable par un souci de gestion environnementale préservant les ressources et le cadre de vie. C'est une vision du XXI^e siècle incontournable. *Le Rapport sur le développement humain 1995* vient de le rappeler: «le paradigme du développement durable doit intégrer pleinement la dimension féminine »¹

Dans la ville et l'environnement, les femmes ont subi une logique d'exclusion. Cependant, les années 90 ouvrent de nouvelles perspectives. Pour mieux comprendre les processus d'invisibilité des femmes dans les villes, jetons un très rapide regard historique sur le dernier demi-siècle dans les agglomérations urbaines du tiers-monde, où enjeux et rapports de force ont façonné le développement et la modernisation.

LA MODERNISATION : LES FEMMES DANS DES VILLES MASCULINES

La modernisation des villes apparaît comme un phénomène massif de la deuxième moitié du XX^e siècle, où interagissent modèles de développement économique et paradigmes théoriques du développement. Si nous reprenons la classification de Caroline Moser², on peut distinguer quatre périodes qui se succèdent dès les années 50. Dans la première période – «Modernisation et croissance des villes» – domine une pensée spatiale et physique. L'urbanisation se réalise par l'aménagement d'infrastructures variées en faveur d'une population perçue en moyennes statistiques et en projections démographiques. Domine aussi une norme essentiellement masculine telle qu'elle a été construite par l'histoire, faisant des femmes les oubliées des villes. Ainsi, la planification urbaine apparaît comme un domaine lié aux activités des hommes qui, à travers des disciplines dures telles que l'ingénierie ou l'architecture, organisent physiquement l'espace par les routes, maisons et infrastructures.

¹ *Rapport sur le développement urbain 1995*, New York, PNUD

² Moser Caroline, «Women, gender and urban development policy», Paris OECD Conference Women in the city, 1994 (paru aussi dans *Les femmes et la ville*, Paris, OCDE, 1995)

A la fin des années 60, pauvreté et chômage se présentent comme des défis urbains majeurs. Il en résulte de nouveaux modèles de développement: «Redistribution de la croissance et besoins fondamentaux» qui caractérisent la deuxième période (1970-1980). Les analyses se concentrent sur le secteur informel et son importance critique comme source de revenus pour les femmes. Celles-ci deviennent visibles dans les réseaux et les mécanismes de survie. Cependant, les politiques mises en œuvre pour combattre la pauvreté restent aveugles sur les contraintes spécifiques qui entravent le travail féminin, tels le manque d'accès au crédit, le travail sous-payé ou la mobilité restreinte.

Dans la troisième période 1980-1985, – «Lutte des femmes dans les villes» – des mouvements sociaux urbains de protestation contre l'insuffisance des services et des logements mettent en évidence l'importance de la participation des femmes à fournir des services de base pour les communautés et les familles, dans une gamme large qui couvre soins de santé et éducation, alimentation en eau, construction collective d'habitations ou organisation de bus. Émerge aussi la réalité d'autres modèles familiaux que la famille nucléaire stéréotypée, en particulier les ménages tenus par des femmes seules.

Depuis les années 85, la crise économique globale et les réformes macroéconomiques d'ajustement structurel, qui dominent le milieu urbain, caractérisent cette quatrième période comme «Crise des villes»: dérèglement général de la vie urbaine, inefficacité ou inexistence des services fournissant eau, électricité, transports, déficiences dans les besoins humains de base en santé et éducation, augmentation de la pauvreté, une situation d'ensemble qui appelle des solutions d'urgence. Filets de sécurité, mesures compensatoires, approches planificatrices transversales sont mis en place pour affronter des situations urbaines particulièrement complexes et en changement rapide. Mais dans l'ensemble, les mesures ne tiennent toujours pas compte des contraintes spécifiques des femmes: les femmes travaillent plus parce que les activités productives se cumulent au travail domestique sans allègement d'autres tâches, la distribution des ressources à l'intérieur de la famille ne se fait pas de manière égalitaire entre hommes et femmes comme l'avait laissé croire une hypothèse sur la répartition dans les ménages, et les tensions résultant de la crise économique augmentent la violence domestique, les maladies psychiques et la désintégration familiale.

VERS UN NOUVEAU PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

Ainsi dans les années 90, la pensée urbanistique semble s'orienter vers une approche globale qui prend en compte le système urbain dans son ensemble. Il y a une décennie, les gouvernements percevaient encore très peu la globalisation et l'interconnexion des phénomènes concernant un environnement sans frontières, une mondialisation économique ainsi que la véritable participation et contribution des femmes au développement économique et social. En illustration, le dernier *Rapport sur le développement humain* 1995 en donne une estimation pertinente: «la production invisible des femmes, non traduite en valeur monétaire, équivaut à 11'000 milliards de dollars chaque année»³. Dans le courant actuel, le développement urbain s'ouvre à une approche complexe intégrant aux infrastructures physiques de base trois dimensions essentielles: sociale avec des équipements axés sur la santé, l'éducation et les services communautaires, économique avec des infrastructures pour la création d'emplois et de revenus, environnementale avec la lutte contre les dégradations écologiques et pour une gestion durable des ressources naturelles. Une manière de considérer que la ville n'est pas qu'une «affaire de logement, conduite d'eau et bus»,

³ *Op. cit.*, p. 1.

mais aussi de groupes de quartiers, centres de santé et d'alphabétisation, associations économiques, recyclage des déchets, participation communautaire et pratique démocratique. C'est une vision holistique impérative pour promouvoir un développement humain durable centré sur les habitants des villes.

L'évolution des enjeux entre les deux Sommets sur les villes de Vancouver en 1976 et d'Istanbul en 1996 illustre la même tendance. Le concept d'habitat s'est transformé. Aujourd'hui, il intègre deux définitions en un tout: la première signification «d'établissements humains» adoptée il y a vingt ans et la signification d'«écosystèmes» de Rio en 1992. Et parmi les six priorités du futur Sommet des villes figurent la gestion environnementale et la dimension féminine. Le secrétaire général d'Habitat, le Dr Wally N'Dow, a précisé: «On ne peut pas négocier le futur humain en l'absence de la moitié de l'humanité».⁴

Quant aux femmes, elles sont devenues plus visibles dans la ville, reconnues dans leurs multiples tâches productives, domestiques et communautaires, mais encore relativement exclues du monde des décideurs, des gestionnaires et des administrateurs urbains. Des rôles spécifiques utiles considérés comme féminins, mais pas encore des rôles de partenaires à côté des hommes œuvrant pour une cause commune. En effet, la perspective des rapports sociaux de genre s'est développée par un courant de recherche féministe, mais elle n'est encore guère sortie des milieux spécialisés. L'approche de genre met en évidence que les différences entre hommes et femmes dans les multiples activités en société ne sont pas des données immuables liées à un déterminisme biologique, mais une construction sociale permanente des rôles et responsabilités féminins et masculins spécifiques, susceptibles d'évoluer et de changer. Cette notion centrale traverse toutes les cultures et tous les groupes sociaux, le masculin-féminin correspondant à une forme de partage des sociétés. Cette approche se situe aussi dans une critique sur l'universel masculin qui masque les différences femmes-hommes et qui est considéré communément comme un «ordre naturel» des choses, et sur une fausse neutralité du langage qui perpétue cet état de fait. C'est une façon nouvelle de questionner les rapports sociaux femmes-hommes, leurs complémentarités et leurs antagonismes. C'est aussi une perspective d'ouverture aux transformations possibles vers plus d'égalité et un véritable partenariat masculin-féminin.

UN PROJET POSSIBLE : UNE CHARTE DES FEMMES DANS LA CITÉ

En 2025, quatre milliards d'habitants pourraient vivre dans les villes des pays en développement. Ainsi, le projet urbain constitue l'un des enjeux majeurs du XXI^e siècle; à ce titre, il doit concerner tous les habitants des cités, hommes et femmes, et les engager dans un processus démocratique de consultation et de décision. Les nouvelles idées ne manquent pas à l'aube du prochain Sommet des villes et la réflexion européenne pour une «Charte des femmes dans la cité»⁵ pourrait alimenter les débats autour des villes du Sud.

Cette charte vise à l'élaboration d'une nouvelle pensée de gestion urbaine, susceptible d'alimenter de façon constructive un véritable débat démocratique intégrant les besoins et les attentes diffé-

⁴ Déclaration faite à la 4^e Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes de Beijing, septembre 1995.

⁵ *Charte européenne des femmes dans la cité*, Bruxelles, Unité pour l'égalité des chances de la Commission des Communautés européennes, 1994.

renciées des citoyens et des citoyennes. Comment progresser dans cette voie? Par des pas décisifs vers une citoyenneté active dans une société plus ouverte et libérée des stéréotypes d'infériorité qui condamnent les plus vulnérables, c'est-à-dire les pauvres et les femmes. Des pas importants seraient: favoriser le développement d'une autre philosophie de planification urbaine et de l'aménagement du territoire focalisée sur les valeurs humaines; susciter une nouvelle dynamique de responsabilisation sociale qui engage hommes et femmes à des décisions à la base; impulser une dynamique du changement bénéfique à l'ensemble d'une société devenue plurielle; enrichir la vision masculine par une perception féminine diversifiante et novatrice. Dans une optique globale de revitalisation des villes, il s'agit de reconstruire des lieux et des liens de cohésion sociale où les femmes auront un rôle de responsabilité et d'action.

Dans les contextes de crise, les femmes du Sud ont prouvé leur force et leur détermination. Les femmes seules responsables du ménage sont plus particulièrement touchées. Veuves, abandonnées, divorcées, elles deviennent toujours plus nombreuses: en moyenne, aujourd'hui dans les pays du Sud, les femmes ont la responsabilité d'une famille sur trois. Dans certaines villes d'Amérique latine, ces proportions s'élèvent à 50% des ménages. Partout la pauvreté se féminise, et pourtant les femmes plus que les hommes combattent la pauvreté quotidiennement. Elles assurent au jour le jour services gratuits et repas même les plus maigres à la famille, et dans le monde, elles sont responsables de la préparation de la nourriture à plus de 90%. Selon différentes études, leurs revenus sont principalement consacrés aux besoins essentiels des enfants et de la famille, ce qui est moins le cas chez les hommes.

Ce sont les femmes aussi qui entreprennent des actions de lutte contre les dégradations environnementales. Elles sont au premier rang avec des idées innovatrices et elles multiplient les actions: ramassages des ordures, coopératives de recyclage des déchets, fours solaires, compostage, groupes de technologies alternatives, parmi d'autres. A l'échelle de la planète, elles ont apporté des solutions positives dans des situations négatives de crise. Elles se sont montrées partout des activistes convaincues et des actrices engagées dans des actions concrètes pour la préservation de l'environnement, parce qu'elles ont le sens du futur pour les générations dont elles se sentent responsables.

LES FEMMES PORTEUSES D'AVENIR

Le malaise urbain moderne qui a de nombreux visages: pauvreté, pollution, exclusion, mais aussi détérioration de la qualité de vie, déchirure des solidarités, déshumanisation des cités, appelle à l'évidence de nouvelles idées et de nouvelles personnes. Les femmes ont incontestablement un rôle à jouer: promouvoir une participation démocratique des femmes aux prises de décision et favoriser une réflexion sur les programmes d'aménagement à partir des lieux vécus quotidiennement pourraient y contribuer. Une manière de reconnaître que les femmes ne sont pas seulement des utilisatrices des villes, mais qu'elles peuvent concevoir, élaborer et décider de leurs espaces de vie. Les villes d'hier se sont construites sans les femmes. Les villes de demain devraient se construire avec les femmes.

Introduire les femmes dans la gestion urbaine devrait permettre de sortir des normes où l'universel est assimilé au masculin. En effet, une des caractéristiques de notre époque postmoderne est de reconnaître la diversité des styles de vie et les variations d'âge, de genre, de culture, d'intérêt. Si le projet moderniste des dernières décennies a permis de grands progrès dans une certaine prospérité, un bien-être et des chances offertes aux individus, il a aussi imposé une rationalité économique et concurrentielle dominante qui laisse beaucoup d'exclus, de marginalisés, de pauvres.

C'est pourquoi faire participer les femmes aux décisions dans la ville ne signifie pas simplement qu'elles doivent rejoindre les hommes dans leur pratique planificatrice, mais qu'elles vont contribuer à transformer le système. C'est un espoir de réaliser une participation démocratique pour une nouvelle gestion urbaine avec les femmes et les hommes qui vivent, utilisent et perçoivent les villes différemment⁶.

Le monde actuel en changement accéléré est marqué par l'incertitude. Comme les institutions et les idéologies qui ont guidé ce dernier demi-siècle sont devenues souvent inappropriées et que les aspirations se modifient rapidement, de nouveaux courants émergent. «Peu de choses sont plus significatives dans le monde que la possibilité d'un nouveau contrat social entre femmes et hommes, parce que la division de genre affecte toutes les autres stratifications dans les sociétés de tous les types.»⁷ C'est incontestablement un élément central et une évolution clé vers des changements positifs dans les relations humaines.

QUEL SCÉNARIO POUR LE FUTUR ?

Les scénarios pour le ^{XX}^e siècle ne manquent pas, mais ils tendent à simplifier le possible: diaboliser les villes comme lieux de toutes les catastrophes ou les idéaliser dans une utopie de félicité et de bien-être. Ainsi s'opposent, stéréotypées, les villes du désespoir caractérisées par chômage, crime, pauvreté, pollution, services urbains dégradés et conflits sociaux, et les villes de l'espoir où dominant emplois, sécurité, prospérité, logements et services pour tous, centres éducatifs et culturels, démocratie participative.

De tout temps, les agglomérations urbaines ont été sources de progrès économique, social et culturel. Par un curieux paradoxe, les villes peuvent jouer des rôles inverses: diffuser créativité et innovation et sécréter en même temps pauvreté et misère. Il est important qu'au-delà de la crise actuelle, les villes retrouvent leur fonction positive comme moteur économique, lieu de communication, milieu créateur de culture, et espace ouvert à toutes les impulsions qui peuvent faire avancer l'histoire des humains. La responsabilité des femmes y sera engagée. Avec le défi de l'urbanisation rapide dans les pays du Sud, cela devrait être une évidence.

⁶ Healey Patsy, «Integrating the concept of social diversity into public policy» Paris, OECD Conference Women in the city 1994 (paru aussi dans *Les femmes et la ville*, Paris, OCDE, 1995)

⁷ Giddens Anthony, *Affluence, poverty and the idea of a post-scarcity society*, Geneva, UNRISD, 1995.